

M. Baldwin: ... et je voudrais pouvoir dire franchement que j'approuve l'initiative du gouvernement. Si l'occasion se présente, je le ferai. Cependant, je crains cette proposition. Le fait est que le déblocage du cours du dollar se présente à un moment où le gouvernement, par des mesures brutales et répressives, a fabriqué une arme contre ceux qui se trouvent aux derniers échelons de l'échelle économique pour les obliger à supporter le fardeau de l'inflation qui, je l'avoue, n'a pas été créée à l'origine par le gouvernement actuel, mais que ce dernier a sûrement aggravée. C'est un gouvernement que nous pourrions qualifier de zigzag. Il zigue quand il devrait zagner, et il zague quand il devrait ziguer, et parfois il fait les deux en même temps.

C'est un gouvernement qui, il y a quelques années, a semé le germe de l'inflation. Nous nous souvenons tous du règlement de la grève des débardeurs à Montréal à une époque où le prédécesseur du gouvernement actuel—qui était presque aussi moche que celui-ci, mais pas tout à fait—aurait dû prévoir l'inflation et consacrer ses énergies à mettre en place les mesures indispensables à la restreindre à un niveau supportable et acceptable. Mais il aimait mieux dépenser follement et susciter de nouveaux facteurs d'inflation.

Ce qu'il nous faut, ce n'est pas un gouvernement qui, connaissant les conséquences de la situation et l'avitilissement des êtres humains qui doivent subir le chômage avec tous les problèmes qu'il comporte, s'entête à rester sur la même voie. Règle générale, les premières victimes du chômage sont les hommes et les femmes qui ont eu en premier lieu le plus de difficulté à se trouver un emploi. Ce sont les gens qui ont probablement souffert depuis de nombreuses années en tentant de sa tailler une place acceptable au sein de la société. Ce sont ceux qui sont les plus durement touchés. Nous constatons que le présent gouvernement brutal et dénué de toute imagination aggrave leurs malheurs en présentant cette mesure.

Je prétends, monsieur l'Orateur, que le ministre des Finances doit assumer la lourde responsabilité de justifier cette initiative, d'expliquer pourquoi elle est nécessaire et de dire quelles dispositions il prendra pour alléger le fardeau de ceux qui en souffriront davantage. S'il ne peut pas le faire, il ne lui reste qu'une solution honorable à adopter—c'est de céder sa place à un homme qui agira.

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes et des Communications): Monsieur l'Orateur...

Des voix: Oh non.

[M. Baldwin.]

L'hon. M. Hees: Il ne peut résister.

L'hon. M. Kierans: J'ai écouté les députés et j'aimerais presque demander un moment de silence, car je suis vraiment seul ce soir. Le joyeux moine de Hillsborough me manque.

M. Baldwin: Nous l'avons envoyé chercher.

L'hon. M. Kierans: Mais je crois que le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees) fera tout aussi bien. Ils ont tous deux une chose en commun: ils aiment poser leurs questions et y répondre, car ce sont les seules auxquelles ils peuvent répondre.

L'hon. M. Hees: Voilà une affirmation très sensée.

L'hon. M. Kierans: Si le député de Prince Edward-Hastings peut reprocher à mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin), d'avoir passé trop de temps dans l'enseignement, je puis lui dire que personne à la Chambre, après l'avoir entendu ce soir, serait prêt à lui faire le même reproche. Il est clair d'après son interprétation des effets du taux de change flottant, qu'il est loin d'y avoir passé assez de temps.

• (10.10 p.m.)

M. Woolliams: Mais il a mis de l'ordre à la Bourse que vous aviez laissée dans un tel état.

L'hon. M. Kierans: Oh non! Ils voulaient ravoir leur argent. Le député accuse le ministre des Finances (M. Benson) d'effronterie, parce qu'il ne révèle pas ses projets d'avenir, ni à lui ni à personne. Il lui demande «Avez-vous l'intention de faire fluctuer le dollar canadien?» et le ministre des Finances répond «non». Et trois ou quatre jours plus tard, le ministre prend l'initiative en question.

Il faut voir dans tout cela, comme on le sait dans le monde entier, notamment chez les spéculateurs, deux raisons profondes: d'un côté, l'énorme expansion de notre commerce et de l'autre, la lutte acharnée du gouvernement contre l'inflation, qui a suscité la confiance des actionnaires du monde entier et les a incités à placer leurs fonds au Canada. Maintenant l'ancien ministre du Commerce demande «Pourquoi ne nous le disiez-vous pas?»

Nous dire quoi? «Que le dollar canadien est actuellement coté à 92½ cents, mais que vous allez le laisser fluctuer, et que les spéculateurs du monde entier pourront tout comme moi faire rapidement un gain de 4 ou de 5 p. 100». Et cette spéculation se fait aux dépens de qui? Aux dépens des contribuables et des Canadiens.